

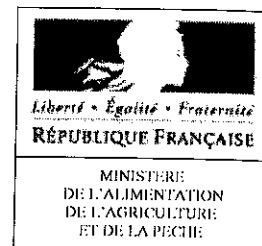
Direction générale
de l'alimentation

Sous-direction de la
qualité et de la protection
des végétaux

Bureau de la
réglementation et de la
mise sur le marché des
intrants

Dossier suivi par : ML

Réf: 2080273AMAS08069



SCOTTS FRANCE SAS
21 CHEMIN DE LA SAUVEGARDE
BP 92
69136 ECULLY CEDEX
FRANCE

Paris, le

09 AOÛT 2013

Objet : Lettre de décision

Madame, Monsieur,

Veuillez trouver ci-joint la lettre de décision qui fait suite à votre demande d'autorisation de mise sur le marché, concernant le produit :

N° Intran : 2080273 - SUPERGREEN PLUS

(ce n° intrant et ce nom sont à rappeler dans chaque correspondance concernant ce dossier)

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Vous disposez d'un délai de deux mois, pour contester la présente décision, si vous le souhaitez, devant le Tribunal administratif

Pour le Ministre et par délégation du Directeur général de
l'alimentation, l'ICSPV, Adjoint au sous-directeur de la
qualité et de la protection des végétaux.

Joël FRANCART

Conformément aux dispositions du chapitre III du titre V du livre II de la partie législative du Code Rural et des textes pris pour son application, les décisions suivantes ont été arrêtées dans les conditions ci-dessous :

Descriptif de l'Intrant

N°intrant : 2080273 Nom commercial : **SUPERGREEN PLUS**

Produits Phytopharmaceutiques

Firme détentrice : SCOTTS FRANCE S.A.S.

Type commercial : Produit de référence

Vu l'avis de l'Anses 2008-1286 du 26 juin 2013

TYPE DE PRODUIT : Produit mixte (engrais + antimousse) à base d'un engrais conforme à la norme NFU 42-001 et au règlement 2003/2003

Teneur garantie en matière active

182 G/KG	Fer sous forme de sulfate
4,9 G/KG	Mcpa
2,9 G/KG	Mecoprop p

Liste des usages rattachés

USAGE **18505901 - GAZONS DE GRAMINEES * DESHERBAGE**
Décision REFUS D'AMM

Motivation L'usage est refusé en raison d'un risque de contamination des eaux souterraines

USAGE **18505902 - GAZONS DE GRAMINEES * DESTRUCTION DES MOUSSES**
Décision REFUS D'AMM

Motivation L'usage est refusé en raison d'un risque de contamination des eaux souterraines

Vous disposez d'un délai de deux mois, pour contester la présente décision, si vous le souhaitez, devant le Tribunal administratif

09 AVRIL 2013

Pour le Ministre et par délégation du Directeur général de
l'alimentation, l'ICSPV, Adjoint au sous-directeur de la
qualité et de la protection des végétaux.

JOSEPH FRANCART